

# LUTTE DE CLASSE

**POUR le POUVOIR des TRAVAILLEURS**

AVRIL 1968

## Chez CITROËN

De nombreuses élections sont en train de se dérouler chez Citroën: délégués du personnel, Comité d'Entreprise; élections doublées du fait qu'un jugement vient d'annuler le scrutin de 1967.

Ces élections donnent lieu à une intense activité tant de la C.G.T. que de la Direction.

Au milieu de cette agitation, il s'agit de rechercher où se situe l'intérêt des travailleurs.

### La politique syndicale de Citroën.

Contrairement à la grande majorité des capitalistes français, Citroën tente d'évincer les grandes centrales syndicales (C.G.T. - C.F.D.T.) de ses usines.

En 1964, après un long procès, elle a dû abandonner la gestion du Comité d'Entreprise à la C.G.T. Mais un Comité d'Entreprise géré par les syndicats ne peut fonctionner convenablement que si les organisations syndicales bénéficient de la collaboration patronale, le patron subventionnant alors le C.E.

La Direction Citroën a refusé cette attitude de coopération et a, sur ce terrain, engagé la lutte avec la C.G.T.

Elle a fait circuler des pétitions dirigées contre la gestion syndicale des oeuvres sociales. A force de pressions, à cause aussi de la mauvaise qualité des repas servis, elle a obtenu la signature de plusieurs centaines de travailleurs.

Prête à tout pour aboutir à ses fins, elle s'oriente vers la constitution d'un syndicat indépendant, c'est-à-dire patronal, mesure devant laquelle elle avait toujours reculé jusqu'à présent en raison des désordres qu'elle risque de provoquer et en raison aussi de la nécessité d'accorder des avantages matériels à un certain nombre de jaunes pour constituer les cadres d'un tel syndicat.

Toujours bornée dans l'action juridique, la C.G.T. a entrepris de nouvelles procédures pour obtenir une modification de l'organisation des scrutins. C'est ainsi qu'elle a obtenu l'annulation des élections de 1967 et a aussitôt tiré un tract intitulé "L'action paie, Citroën condamné". Mais en régime capitaliste, il n'y a pas de victoire juridique; seul compte le rapport de forces dans les usines. Aussi la Direction Citroën a-t-elle pris prétexte du jugement pour casser le mandat des délégués C.G.T. et favoriser la propagande du syndicat qu'elle a créé.

.../...

Devant cette offensive, la C.G.T. est totalement impuissante et, pour obtenir les votes des travailleurs, elle cite en exemple les boîtes où elle est forte. Son exemple préféré est celui de RENAULT, qui occupe une page entière du n° 73 de "Notre Voix", mensuel cégétiste.

### CITROEN et RENAULT.

Le principal argument en faveur de RENAULT est l'existence d'un Fonds de Régularisation des Ressources destiné à indemniser partiellement les travailleurs en cas de diminution d'horaire.

En apparence, l'argument est de poids car les récentes réductions d'horaire ont coûté environ 5.000 anciens francs par mois aux O.S.

Mais ce que la C.G.T. oublie de dire c'est que la Direction de Renault tourne l'accord sur le Fonds en utilisant largement les contrats temporaires. Il s'agit de contrats conclus pour 6, 3 ou même 1 mois qui ne sont pas renouvelés, ce qui permet à la Direction d'avoir une main d'oeuvre flottante. Les travailleurs sous contrat ne touchent évidemment pas la moindre indemnité de licenciement pas plus que de nombreuses primes qui constituent une part importante du salaire. D'abord limité aux ouvriers africains à Billancourt, le système a été généralisé à Flins surtout pour les femmes; chez RENAULT comme chez CITROEN ce sont les travailleurs les plus exploités qui trinquent.

Un autre argument que la C.G.T. n'ose pas utiliser dans sa presse mais que ses militants colportent de bouche à oreille est que Renault est une "bonne boîte" par rapport à Citroën, c'est-à-dire que les cadences y seraient moins dures, la maîtrise moins hargneuse.

Ceci est absolument faux, en particulier ces derniers mois où la Direction se livre à une attaque violente contre les travailleurs non pas au niveau du Comité d'Entreprise mais au niveau des ateliers, ce qui est beaucoup plus dangereux. Là encore, ce sont les chaînes et les ateliers d'O.S. qui sont les plus visés.

Quelques exemples recueillis auprès d'ouvriers de chez Renault:

- Au montage des 4 L., dans l'île Seguin, un ouvrier qui ne portait pas ses chaussures de sécurité, un autre qui voulait changer son bleu sali, deux caristes qui s'étaient servi de leur engin pour aller déjeuner ont eu soit des avertissements, soit des jours de mise à pied.

- Au département 37, un travailleur qui avait égaré deux balais a été sanctionné.

- A Flins, 70 avertissements ont été distribués à des ouvriers qui avaient quitté le travail quelques minutes avant l'heure.

Ce n'est donc pas d'une Direction plus compréhensive que les travailleurs peuvent attendre une amélioration de leur sort. Mais rester inactif n'est pas non plus une solution.

### Voter ou agir.

A Citroën-Asnières, en 1962, des ouvriers avaient voté blanc aux diverses élections pour montrer qu'ils n'étaient dupes ni des manoeuvres de la Direction ni de l'agitation sans perspective des syndicats C.G.T. et surtout C.F.T.C. à l'époque. Cette attitude nous paraît la plus valable.

.../...

Certains travailleurs préfèrent voter pour la C.G.T. par haine de la Direction. D'autres encore ne participent pas à des scrutins dont ils ne voient pas l'intérêt.

Ceci n'est, au fond, guère important. Ce qui est important c'est que les travailleurs, quelle que soit leur nationalité ou leurs opinions politiques, commencent à agir pour ne plus être traités comme des esclaves.

Mais agir comment?

Ce n'est certainement pas une revendication comme l'augmentation des salaires de 10%, mise en avant par la C.G.T. dans un tract du mois d'avril, qui peut mobiliser les travailleurs. Même l'ouvrier le moins conscient sait qu'une telle augmentation en pourcentage ne peut que favoriser les catégories les mieux payées sans améliorer sensiblement le sort des manoeuvres et des O.S.

Ce n'est pas non plus l'autre revendication "40 heures sans perte de salaire", qui retiendra l'attention des travailleurs.

En réalité, c'est seulement contre les cadences infernales ou les abus d'autorité des chefs qu'une action est concevable. A cet égard, la situation chez Renault ne doit évidemment pas faire oublier celle de Citroën. Il y a quelque temps, à Saint-Denis, un ouvrier a eu trois jours de mise à pied pour avoir sifflé dans un atelier. Ce sont des abus de cette sorte qui obligeront, un jour ou l'autre, les travailleurs à réagir.

Il faut reconnaître que, depuis plusieurs années, de telles réactions n'ont pratiquement pas eu lieu et que Citroën a fait régner sa dictature à sa guise. C'est néanmoins à des actions de ce genre qu'il faut se préparer sans écouter les fables d'après lesquelles les conditions seraient meilleures dans d'autres boîtes capitalistes.

-----

## Défenseurs de la classe ouvrière

Faute d'avoir pu empêcher la diffusion de "LUTTE DE CLASSE" par les méthodes qui leur sont chères (coups de poing aimablement donnés aux distributeurs, bulletins arrachés des mains des ouvriers), les staliniens de chez CITROEN en sont réduits à nous attaquer... par écrit, dans leur bulletin "L'ESSOR" (numéro de mars).

Dans un article intitulé "Le gauchisme au service de la bourgeoisie", le G.L.A.T. se voit en effet qualifié de "petit groupuscule pseudo-révolutionnaire aux origines mal définies" utilisé par la grande bourgeoisie.

La preuve? Nous considérons comme inutiles les "luttés" semblables à celle du 13 décembre. Puisque cette "lutte du 13 décembre" est citée comme un exemple à suivre, il est regrettable qu'on ne nous dresse pas un catalogue des nombreuses et importantes concessions arrachées aux capitalistes français grâce à cette action historique; les travailleurs, à qui on n'avait évidemment pas demandé leur avis, sans doute mal informés, n'ont en effet constaté aucune amélioration de leur sort depuis cette date glorieuse.

Nous sommes également, paraît-il, des "conseillers" néfastes qui montrent le chemin de "l'aventure" à la classe ouvrière. Celle-ci ne man-  
.../...

quera pas de retenir que le parti qui se prétend au service du prolétariat condamne comme aventuristes ceux qui, comme nous, affirment que "seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes".

Avec le parti communiste, que nous avons l'audace d'attaquer, la classe ouvrière, fort heureusement, ne connaîtra pas l'aventure. Car le parti "sait appeler le peuple à faire face à la violence déchaînée de la bourgeoisie quand cela est nécessaire"; il l'a du reste "maintes fois montré". On ne nous cite pas d'exemples, mais c'était inutile: le "il faut savoir terminer une grève" de 36 ou cette belle sentence révolutionnaire de 45: "la grève est l'arme des trusts" sont en effet dans toutes les mémoires...

Mais ces hauts faits d'armes du parti au service des travailleurs en annoncent d'autres: "conscient que la lutte économique indispensable ne suffit pas, il continuera d'oeuvrer à l'union de tous les démocrates pour mettre fin au pouvoir personnel et instaurer une véritable démocratie, étape nécessaire dans les conditions de la France à la marche au socialisme". Le voilà bien l'objectif révolutionnaire: l'alliance avec la Fédération de la Gauche! MITTERRAND et le P.C. au pouvoir, bref, un vrai gouvernement de gauche et, c'est un autre article de "L'ESSOR" qui nous l'apprend, "les travailleurs bénéficieront d'une amélioration réelle des conditions de vie"..... sans doute comme en Grande-Bretagne où la classe ouvrière a vu ses salaires bloqués par WILSON et son gouvernement travailliste, avec la bénédiction des syndicats.

Les staliniens qui n'ignorent pas qu'en régime capitaliste tout gouvernement, même "d'union des gauches" n'est qu'un instrument de la classe possédante destiné à maintenir, voire à renforcer l'exploitation des travailleurs dans les meilleures conditions, en fonction des circonstances, sont tout prêts à collaborer à nouveau avec cette grande bourgeoisie pour peu que celle-ci se montre suffisamment compréhensive. Et elle n'aura pas à le regretter: pour ce qui est de faire retrousser leurs manches aux travailleurs, les staliniens en connaissent un bout.

-----

Dans le dernier numéro de LUTTE DE CLASSE (mars 1968 - page 4) nous écrivions au sujet de la manifestation de REDON et de la résistance opposée par les ouvriers aux C.R.S. :

"(Les patrons) ont proposé 10 anciens francs de l'heure d'augmentation. C'est peu mais auraient-ils fait cette concession si les ouvriers de REDON ne s'étaient pas battus? "

C'est finalement 25 anciens francs de l'heure que les travailleurs ont obtenu. SEULE LA LUTTE PAIE.

-----

! Les changements d'horaire ou d'équipe ne te permettent pas !  
! de lire LUTTE DE CLASSE chaque mois. Demande à recevoir ce bulletin !  
! par la poste (gratuitement) en écrivant à l'adresse indiquée au bas !  
! de la page 6. !

-----

# un syndicat vraiment moderne

Un grand vent de rationalisation souffle sur les syndicats britanniques. Toujours à l'avant-garde du progrès, le Syndicat des Electriciens (E.T.U.) lance une étude de postes pour classer scientifiquement ses permanents, en particulier ceux qui s'occupent de son ordinateur.

En France, où les syndicats sont en retard sur ceux des pays voisins, on entend certains d'entre eux se plaindre de ne pas disposer d'un matériel coûteux et d'un personnel hautement qualifié. Soyons certains que s'ils avaient l'un et l'autre, ils ne seraient pas non plus en reste pour ce qui est des méthodes d'exploitation.

Une organisation de lutte ouvrière n'a que faire d'ordinateurs et de spécialistes farcis de diplômes, la lutte de classe reposant sur des principes simples et compréhensibles pour tous les travailleurs. Mais l'exploitation scientifique du travail exige, elle, des moyens techniques de plus en plus poussés.

---

## l'argent n'a pas d'odeur

Il arrive de plus en plus souvent que d'éminents syndicalistes se plaignent de l'incompréhension des masses ouvrières, qui boycottent leurs organisations - attitude bien naturelle pourtant, car pourquoi payer une cotisation pour se faire truander? Au lieu de gémir, les bonzes en question feraient de prendre exemple sur leurs collègues d'Italie, qui sont en passe d'effacer le problème de façon élégante.

Dans certaines industries - notamment le bâtiment - les syndicats italiens ont réussi à se faire accorder par le patronat une retenue à la source sur les salaires, à titre de "versement pour services rendus". Ce qui ne les empêche nullement, bien sûr, de percevoir en plus une cotisation auprès des naïfs qui continuent à prendre une carte. Mais qui leur assure une confortable aisance quelles que soient les variations de leur popularité auprès des travailleurs (l'essentiel, n'est-ce pas, c'est de rester populaire... auprès des patrons, généreux dispensateurs de la manne aux dépens des salariés).

---

" DES TRAVAILLEURS PARLENT " : une petite brochure que tu peux demander en écrivant à l'adresse figurant au verso. (plusieurs articles sur CITROEN... et sur quelques autres boîtes).

---

## **Camarade qui as lu ce bulletin,**

tu te demandes peut-être qui nous sommes et où nous voulons en venir ?

Militants révolutionnaires, nous cherchons à nous rendre utiles à la classe ouvrière en diffusant des informations soigneusement étouffées par les partis et les syndicats qui se disent ouvriers.

Partout dans le monde, sans aucune exception, la société est divisée en deux classes : celle des travailleurs, qui produit toutes les richesses, et celle des capitalistes — bourgeois ou bureaucrates, peu importe — qui dispose de ces richesses, et aussi de la vie même des travailleurs.

Ce régime d'exploitation ne prendra fin que le jour où la classe ouvrière saura s'organiser pour prendre elle-même en mains les instruments du pouvoir — les armes, arrachées à l'Etat, et les moyens de production, arrachés aux capitalistes et à leurs valets.

C'est donc en vain que des charlatans prétendent lutter contre l'exploitation par des votes, des pétitions et autres manifestations dérisoires. Pas plus que ceux qui les ont précédés, les exploités d'aujourd'hui n'abandonneront le pouvoir de leur plein gré.

Mais c'est en vain aussi que partis et syndicats prétendent opposer aux dirigeants capitalistes des dirigeants « ouvriers ». En tenant les travailleurs à l'écart des leviers de commande, en les soumettant, comme dans l'entreprise capitaliste, à une hiérarchie de chefs et de cheffillons, ils ne font que compléter et renforcer la domination de la bourgeoisie. C'est bien pourquoi ces organisations se montrent totalement impuissantes, non seulement à renverser le capitalisme, mais même à défendre les intérêts les plus immédiats de la classe ouvrière. Il faut en finir avec les illusions et les vantardises bureaucratiques : seule l'action voulue et menée par les travailleurs eux-mêmes peut arracher aux capitalistes autre chose que des miettes.

## **Nous disons donc :**

- qu'une décision — de grève, de reprise, d'acceptation ou de refus d'un accord, etc. — n'est valable que si elle a été prise après une discussion démocratique par les travailleurs qu'elle concerne ;
- que là où une tâche doit être confiée à des délégués, ils doivent être élus par une assemblée d'atelier, de bureau ou d'entreprise, par pour un an ou six mois, mais uniquement pour cette tâche précise, sur mandat impératif donné par les travailleurs ;
- que la première tâche à confier à des délégués, c'est l'établissement de contacts avec les autres entreprises de la région, du pays et de l'étranger. C'est une réunion d'hommes dûment mandatés, et non une poignée de bonzes inamovibles qui seules coordonner la lutte des travailleurs.

Est-ce l'anarchie, ou une invention de rêveurs ? Non, c'est l'organisation qui a été adoptée par les travailleurs eux-mêmes, chaque fois qu'ils se sont mis en mouvement pour la défense de leurs intérêts. C'est ainsi que pourront naître les organes de classe qui abattront un jour le pouvoir des exploités.

Nous savons très bien que cela n'est pas pour demain. Nous n'avons pas la naïveté de croire que la révolution va se faire toute seule. Nous croyons au contraire que pour qu'elle soit victorieuse, il faut la préparer avec patience, en développant peu à peu les liaisons qui permettront à la classe ouvrière d'organiser elle-même son action.

Il ne s'agit pas de former de nouveaux dirigeants pour remplacer ceux qui ont fait faillite. Il s'agit, pour ceux qui sont d'accord sur ces positions, de se grouper pour mieux les propager, pour lutter plus efficacement, pour faire connaître aux travailleurs la possibilité qu'ils ont de se libérer eux-mêmes de l'esclavage capitaliste.

**Groupe de Liaison pour l'Action des Travailleurs (G. L. A. T.)**

Ce bulletin est destiné à informer les travailleurs. Les nouvelles de la vie ouvrière peuvent nous être envoyées, soit par l'intermédiaire des diffuseurs, soit en écrivant à l'adresse suivante : Jean RENAULT - 73, rue Blanche, Paris-IX<sup>e</sup>.